Colloque international Paris, 9-10 juin 2023

Les cent ans de la branche française du Mouvement international de la Réconciliation Des chrétiens au service de la non-violence et de la paix en France et dans le monde (1923-2023)

Appel à communications

En 1923, un groupe d'étudiants de la Faculté de théologie protestante de Paris invite Oliver Dryer, secrétaire général de l'*International Fellowship of Reconciliation* (IFOR), à venir leur présenter ce nouveau mouvement né en 1914 et organisé en 1919. De cette rencontre naît la branche française du Mouvement international de la Réconciliation (MIR).

À l'occasion de ce centenaire, un colloque historique est organisé à Paris les 9 et 10 juin 2023 avec pour ambition de faire le point sur l'histoire de ce mouvement pacifiste chrétien et non-violent marqué par un refus radical de la guerre et tout ce qui la prépare.

Le Mouvement a donné lieu à des travaux s'inscrivant dans l'histoire du pacifisme. Les publications de biographies ou d'écrits autobiographiques ceux de Jacques Martin, premier rédacteur des *Cahiers* et *Juste parmi les nations*, ou d'André et Magda Trocmé, fondateurs du Collège cévenol, au Chambon-sur-Lignon, responsables du MIR et *Justes parmi les nations*, ont aussi donné l'occasion de nouveaux éclairages. Cependant des pans entiers de son histoire restent à explorer.

La naissance du Mouvement en France s'enracine dans le souvenir tragique de la Première guerre mondiale et le questionnement de ses premiers membres – dont les pasteurs Henri Roser, André Trocmé ou Jacques Martin – sur leur engagement en faveur de la paix et de la réconciliation en Europe, sur fonds de réarmement et de montée des périls.

Le Mouvement fut rapidement influencé par la rencontre avec Gandhi et la découverte de son engagement non-violent, à travers les liens noués tant par l'Internationale (via Muriel Lester, Charles Andrews ou Jane Addams) qu'en France lors de la conférence du Mahatma à Paris en 1931. Lors du congrès d'IFOR à Lyon en 1929, le Mouvement avait d'ailleurs repris le terme de non-violence pour définir son action.

On envisagera la période de la fondation du Mouvement et le milieu qui l'a porté, son combat en faveur de l'objection de conscience (séries de procès d'objecteurs), son travail pour la réconciliation dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, son positionnement clair contre le fascisme, le nazisme et les Accords de Munich, la résistance civile non-violente de ses membres, en particulier dans le sauvetage des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Au sortir de la guerre, le Mouvement dut se reconstruire en gardant son engagement en faveur de l'objection de conscience tout en s'opposant à l'armement atomique et aux différentes guerres coloniales (Madagascar, Indochine, Algérie) et en appuyant les mouvements d'indépendance. La fin des années 1960 et les années 1970, sous la conduite de René Cruse, qui déclencha des tensions avec la génération des fondateurs, furent marquées par des accents plus politiques (candidature de R. Cruse aux élections législatives contre François Mitterrand dans la Nièvre pour dénoncer l'armement atomique) et la relance du combat en faveur d'un statut digne pour les objecteurs de conscience (entre la loi de 1963 et celle de 1983). Le MIR s'engage alors dans des actions collectives contre les essais nucléaires, pour l'abolition du

nucléaire civil, contre l'extension du camp militaire du Larzac. Puis, au cours des années 1980, des liens sont tissés avec les indépendantistes kanaks et polynésiens. Dans les années 1990 et 2000, le MIR s'est de plus en plus engagé dans la promotion de l'éducation à la non-violence au cours de la Décennie de l'ONU sur la culture de non-violence et de paix (2001-2010) et à travers la Coopération pour l'éducation à la non-violence et à la paix.

Le MIR participe à différentes époques au développement d'une théologie œcuménique de la non-violence en dialogue avec les diverses instances ecclésiales à différentes époques en France et à l'international (ouvrages théologiques de H. Roser, J. Lasserre et A. Trocmé, rencontres *Théologie et non-violence*, session de travail avec le COE en 1972).

On s'attachera également à l'étude des relations de la branche française du MIR avec les autres mouvements pacifistes et non-violents français (Quakers, Amis de Gandhi, Arche de Lanza del Vasto, UPF, MAN, NVA, Génération médiateurs, Non-violence XXI, Coopération pour l'éducation à la non-violence et à la paix) ainsi qu'avec les institutions et les mouvements protestants (Christianisme social, CIMADE).

L'étude de ses relations avec l'Internationale (IFOR) sera aussi un centre d'intérêt. L'IFOR, quoique longtemps influencé par le monde anglo-saxon, donna toujours une place aux Français : Henri Roser, André Trocmé, Jean Goss et Hildegard Goss-Mayr, Jean Lasserre, Henriette Tourne participèrent à ses instances internationales. Le secrétariat international eut son siège à Paris entre 1935 et 1938. Ambroise Monod et Marie-Pierre Bovy en furent les présidents.

La branche française entretient des relations étroites avec les autres branches européennes. Elle partagea un secrétariat avec les branches francophones et H. Roser, J. Lasserre ou R. Cruse eurent des relations privilégiées avec la branche allemande. Dans les années 1990, des liens nombreux se sont créés avec les groupes non-violents en Afrique francophone (séminaires de formation de Jean et Hildegard Goss-Mayr et présence d'Alfred Bour au Rwanda après le génocide). Ses relations avec la branche américaine du MIR influencèrent le Mouvement dès les années 1930. En 1945, les réflexions de Henri Roser sur son action durant la guerre furent publiées à New York et Magda et André Trocmé y firent des tournées de conférence à la demande de FOR US. Martin Luther King, Prix Nobel de la paix et membre de la branche du MIR américain, vint en France en 1966 à l'invitation du MIR et d'autres mouvements.

La revue du Mouvement, *Les Cahiers de la Réconciliation*, qui paraît dès 1926, à la fois organe de communication interne et moyen de diffusion des idées du Mouvement, permet de suivre l'évolution des engagements divers de celui-ci.

Les communications pourront être faites en français ou anglais.

Dates et lieu du colloque : Paris, 9 et 10 juin 2023

Comité scientifique :

Jean Baubérot, Président honoraire de l'École Pratique des Hautes Etudes (PSL)

Patrick Cabanel, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Etudes (PSL)

Noëlline Castagnez, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Orléans

André Encrevé, professeur d'histoire contemporaine émérite à l'université Paris-Est Créteil

Jean-Michel Guieu, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thomas Hippler, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen Normandie et directeur de l'Institut pour la paix

Frédéric Rognon, professeur de philosophie des religions à l'université de Strasbourg

Jacques Semelin, directeur d'études émérite au CNRS

Organisé avec le soutien de l'Institut pour la paix, du Laboratoire POLEN de l'université d'Orléans, du MIR France et de Non-violence XXI.

Les propositions de communication sont à adresser à Christian Renoux (Université d'Orléans-POLEN) avant le 31 décembre 2022 : christian.renoux@univ-orleans.fr